

*CNUCED X : un nouveau souffle pour la CNUCED (suite de la page 3)*

pement ne seraient pas inclus et assurés qu'ils auraient des gains substantiels rapides.

Le même ton paternaliste a prévalu dans les interventions de nombre de pays développés et le délégué égyptien a été amené à dire, en réponse aux remarques de Clair Short «Laissez les pays en développement décider de ce qui est dans leur intérêt. Nous sommes adultes et nous pouvons décider de ce qui est dans notre intérêt et de ce qui ne l'est pas».

Seattle n'a pas été un succès, non parce que des gens venus du monde entier s'étaient rassemblés dans les rues pour défendre leur droit à la différence – une sorte de soulèvement global à la base, contre la mondialisation – mais simplement parce que les gouvernements, particulièrement ceux des grandes puissances économiques mondiales, n'ont pas été en mesure de se mettre d'accord sur leurs priorités.

Les manifestations dans les rues étaient importantes parce qu'elles traduisaient les inquiétudes suscitées, chez nombre de personnes, par la mondialisation, ainsi que par ses effets sur l'emploi et les normes du travail, sur l'environnement, sur la santé publique, sur les droits humains et sur la diversité culturelle.

Ces mêmes inquiétudes ont poussé des milliers de paysans dans les rues de Bangkok, sous la direction de l'Assemblée des pauvres – *The Assembly of the Poor* – pour manifester contre les inégalités dans le système mondial qui, au niveau local, les maintient, dans le cercle vicieux de la pauvreté. Cette fois-ci, cependant, le gouvernement hôte était bien préparé et avait raflé «les fauteurs de trouble potentiels» des semaines auparavant et les manifestants étaient souvent deux fois moins nombreux que les policiers.

Les organisations de la société civiles ont appelé à une réforme du système commercial et financier multilatéral compatible avec les intérêts des pays en voie de développement. (voir ci-contre)

Rappelons que la CNUCED a connu ces dernières années des problèmes financiers, qui ne lui ont pas permis de réaliser ses objectifs, notamment en direction des pays en développement. En effet, son principal bailleur, les Etats-Unis, souhaitait l'éliminer considérant que l'organisme défendait principalement les intérêts des pays en développement. A l'issue de la CNUCED X, le Secrétaire général, estime cependant que les pays Membres collaboreront à la réalisation du Plan d'Action.

Ceci fait peser une menace financière sur la mise en oeuvre du Plan d'Action. Mais, le premier ministre Thaïlandais, Supachai Panitchpakdi, propose que les pays à revenus intermédiaires participent au financement de la CNUCED. Selon la CNUCED elle-même, «plus de 300 projets sont actuellement mis en oeuvre dans plus de 100 pays pour un montant annuel de 24 millions de dollars, mais ce nouveau Plan d'Action pourrait plus que doubler ce montant».

Dans son nouvel agenda, la CNUCED devrait dans l'avenir, aider à prévenir et empêcher les crises financières, et leur diffusion. De même, elle devra favoriser une élimination des tarifs douaniers appliqués à «essentiellement» tous les produits exportés par les pays les moins avancés.

**Déclaration des ONG à la CNUCED X**

*Lors de CNUCED X, les Organisations de la société civile présente à Bangkok ont diffusé une déclaration dans laquelle elles expriment leurs préoccupations concernant les différents domaines abordés. Ci-dessous des extraits de cette déclaration.*

Nous, organisation de la société civile, réunis lors d'un Caucus des ONG, tenu à Bangkok les 7 et 8 février 2000, accueillons chaleureusement la tenue de la CNUCED X et aimerions soumettre un certain nombre de propositions issues de nos délibérations.

(...) Nous nous opposons à la promotion et à l'imposition des théories et des programmes néo-libéraux intégrant la libéralisation, la déréglementation sélective, la privatisation et commercialisation de tous les aspects de la vie humaine. Nous nous opposons à l'usurpation des rôles des gouvernements nationaux ainsi que des droits démocratiques des citoyens par les institutions internationales telles que le FMI, la Banque mondiale et l'OMC. Nous proposons plutôt le développement d'un système de gouvernance mondiale qui respecte les prérogatives démocratiques locales et repose sur des conventions mondiales convenues aux Nations Unies. Les principes de cette forme pluraliste et participative de gouvernance internationale doivent constituer les principes généraux et les cadres réglementaires au sein desquels toutes les institutions et corporations mondiales, régionales, nationales et locales et toutes les populations devraient coopérer. (...)

- Un tel système doit également inclure les principes de diversité et de développement général et intégré, fondés sur des dimensions non seulement économiques, mais aussi politiques, sociales, de genre, culturelles et environnementales. Ces principes doivent promouvoir la coopération humaine et les besoins fondamentaux des populations, contrairement à la promotion néo-libérale de la libre concurrence et d'une course vers l'abîme.

Ces principes encouragent la déconcentration et la décentralisation institutionnelles du pouvoir et la délégation de la prise de décision aux niveaux mondial, régional, national et local. Ils cherchent également à promouvoir une plus grande transparence et un plus grand sens des responsabilités.

**Programme de réformes :** agriculture et sécurité alimentaire, dette et réparations, finance, travail (...)

**Défi lancé à la CNUCED :** La CNUCED peut jouer un rôle crucial pour déterminer un monde plus équitable et plus démocratique. (...) Toutefois, il est nécessaire de rendre l'approche de la CNUCED plus conforme à son mandat en matière de développement. L'hypothèse fondamentale de la CNUCED, selon laquelle une intégration totale, quoique progressive des pays en développement à l'économie mondiale mènerait à la prospérité, doit être mise en cause, à la lumière des nombreuses conséquences négatives de la mondialisation – qui sont douloureusement évidentes dans de nombreux pays. (...)

**Propositions pour la CNUCED :** (...) Pour ce faire, la CNUCED devrait :

- Entreprendre une surveillance et des évaluations indépendantes, désagrégées au-dessous du niveau national, des impacts sociaux, environnementaux, en matière de genre et de développement de la libéralisation et de la mondialisation du commerce et de l'investissement, et formuler des propositions pour prendre en compte ces problèmes.

- Entreprendre, en collaboration avec d'autres agences des Nations-Unies, des évaluations d'impact indépendantes des régimes de propriété intellectuelle tels que les ADPIC, sur la sécurité alimentaire, le développement, la santé et le transfert de technologie.

- Entreprendre, avec la FAO et l'OMC, une évaluation exhaustive de l'impact de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

-Entreprendre, du point de vue du développement, une analyse  
*(suite à la page 22)*